

# Culture : Patrick Leigh Fermor« Entre Indiana Jones, James Bond et Graham Greene »

Category: 2000-2020,Actualités  
9 juillet 2025



Ainsi fut-il présenté, par la BBC, en 2004, à l'occasion de son anoblissement par Elizabeth II pour services rendus à la littérature et aux relations entre le Royaume Uni et la Grèce, honneur qu'il avait refusé quelques années auparavant. Parfois identifié comme un des modèles de Ian Fleming - qui le cite dans le chapitre 2 de son livre *Vivre et laisser mourir* - Patrick Leigh Fermor (1915-2011) est une légende de l'autre côté de la Manche.

Il n'est besoin que de peu de distance pour que les imaginaires européens diffèrent. Il demeure peu connu sur le continent, exception faite de la Grèce qui fut le théâtre de ses faits d'armes pendant la seconde guerre mondiale. Mais il restera comme l'un des deux ou trois maîtres de la prose anglaise de son siècle, tant il a sublimé ce genre qu'il est convenu d'appeler la littérature de voyage.

Paddy - de son petit nom - de lignée anglo-irlandaise voit le jour en pleine guerre. Son père, Lewis Leigh Fermor, géologue et chimiste réputé, esprit scientifique et rigide avec lequel il ne s'entend pas, dirige le Geological Survey of India. Sa mère, littéraire, pianiste, edwardienne est plus artiste dans l'âme. Le jeune garçon, fantaisiste, se fait renvoyer de plusieurs écoles et

échoue à l'examen d'entrée au collège militaire royal de Sandhurst. Il décide en décembre 1933 de traverser l'Europe à pied, à la façon des clercs médiévaux, des Pays-Bas à Constantinople. De ce périple initiatique naîtront, au fil des décennies, trois de ses livres les plus passionnants : *Le temps des offrandes*, son chef d'œuvre de 1977, *Entre fleuve et forêt*, 1992 et *La route interrompue*, posthume, 2013.

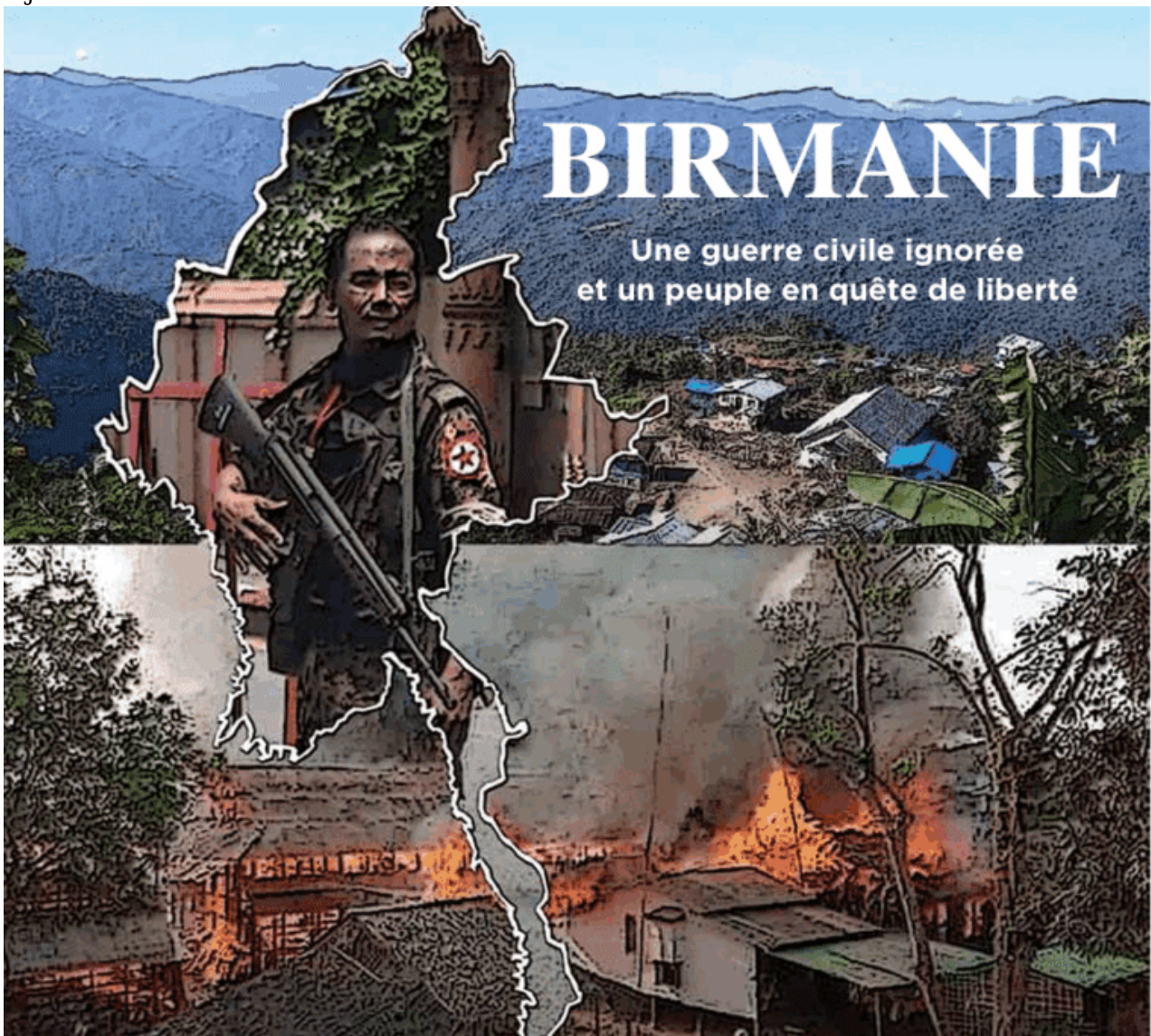
[...]

Pour lire la suite de l'article dans son intégralité, téléchargez le [en cliquant ICI](#)

---

## Culture stratégique : La Birmanie

Category: Actualités,Asie Centrale  
9 juillet 2025



## **BIRMANIE**

### **Une guerre civile ignorée et un peuple en quête de liberté**

La Birmanie, aussi connue sous le nom de Myanmar, traverse une des périodes les plus sombres de son histoire moderne. Depuis le coup d'État militaire de février 2021, le pays est plongé dans une véritable guerre civile, presque totalement ignorée par la communauté internationale. Pourtant, ce conflit oppose une dictature militaire brutale à une résistance populaire qui ne cesse de se renforcer, soulevant des questions fondamentales sur l'avenir du pays et la stabilité de toute la région.

### **Une histoire marquée par l'autoritarisme**

Pour comprendre la situation actuelle, il faut remonter aux origines de l'État birman. Après avoir obtenu son indépendance du Royaume-Uni en 1948, la Birmanie a rapidement été confrontée à des divisions ethniques et à une instabilité politique.

En 1962, un coup d'État mené par le général Ne Win instaure une dictature militaire et introduit « la voie birmane vers le socialisme » qui dominera le pays pendant des décennies. Sous embargo occidental, isolée de la scène internationale, le marché noir représentant 80 % de son économie, sa dette extérieure les trois quarts de son PIB, la Birmanie, jadis un des pays les plus prospères de la région, devient l'un des plus pauvres du monde.

[...]

Pour lire la suite de l'article dans son intégralité, [cliquez ICI](#)

---

## **Réarmement. Budget, commandes, reports** **: Le ministère des Armées se veut** **rassurant**

Category: 2020-2030,Actualités,Armement  
9 juillet 2025



**Commentaire AASSDN :** Pour lire 2 articles rédigés par l'AASSDN parus respectivement dans les numéros de mars et de juin de sa revue "Services spéciaux" "[\*Loi de programmation militaire \(LPM\) : entre La construction budgétaire et l'exécution budgétaire\*](#)" et "[\*LPM : De la construction budgétaire à l'exécution budgétaire \(suite\)\*](#)", cliquez sur les titres en italique.

Face à des interrogations et des critiques sur la passation retardée de certains marchés, le ministère des Armées a apporté quelques précisions jeudi. Il précise que « dans une situation budgétaire particulièrement contrainte, « les prises de commandes réalisées auprès des industriels de l'armement au premier semestre 2025 par la Direction générale de l'armement (DGA) vont en s'accroissant par rapport aux exercices précédents, marquant la poursuite de l'effort de réarmement de la France » et que les retards ont été « largement rattrapés ».

En 2025, ces commandes représentent pour les grands maîtres d'œuvre industriels :

- 725 millions d'euros pour THALES, avec notamment le maintien en condition opérationnelles du système de communication par satellites SYRACUSE, la poursuite du programme de radio logicielle CONTACT et le développement de liaison de données pour *Rafale* ;
- 318 millions d'euros pour Dassault Aviation, avec notamment le lancement de l'étude de levée de risques du futur standard F5 du *Rafale*, la poursuite de la production des avions *Rafale* et les travaux NGWS et le lancement de travaux sur un démonstrateur d'avion spatial ;
- 300 millions d'euros pour KNDS, avec notamment la poursuite du programme SCORPION, la fourniture de CAESAR et les travaux d'amélioration de la résilience de la production de munitions 40mm ;
- 168 millions d'euros pour Naval Group, avec la poursuite des programmes *Barracuda*, de la torpille lourde F21 et de préparation de la réalisation du sous-marin SNLE de 3e génération ;

- 128 millions d'euros pour Safran, avec notamment l'accélération des munitions AASM ;
- 106 millions d'euros pour Ariane Group dans le cadre du programme M51 ;
- 89 millions d'euros pour Airbus notamment pour les hélicoptères *Caracal* ;
- 69 millions d'euros pour MBDA, avec notamment la poursuite des programmes missiles anti-navire *Exocet* et anti-char MMP ;
- 11 millions d'euros pour Arquus, notamment pour des évolutions de véhicules blindés.

« Pour les petites et moyennes entreprises, plus de 300 millions d'euros de commandes ont été passées directement, par exemple auprès de SABENA Technics pour l'acquisition d'un avion banc d'essai de nouvelle génération, de CNIM pour la conception et la fabrication de chalands de débarquement pour la Marine Nationale, et d'Aura Aéro pour le développement d'un prototype de drone », ajoute le ministère qui annonce aussi que « le rythme des commandes doit s'accélérer d'ici la fin de l'année en vue de terminer l'exercice 2025 en conformité avec les termes de la Loi de programmation militaire 2024-2030. »

### **Le sénateur de Legge inquiet**

Ces assurances et ces chiffres ne convainquent pas tout le monde. Ainsi le sénateur Dominique de Legge, rapporteur de la commission des finances sur les crédits de la Défense, se demande qui raconte des « carabistouilles ».

Il avait déjà fait part de sa perplexité dans un Rapport d'information n° 615 (2024-2025), déposé le 14 mai 2025 et intitulé « [Perspectives de financement des objectifs fixés par la loi de programmation militaire](#) ». Il y écrivait: « alors que le ministère des Armées manifeste une volonté forte de sanctuariser autant que possible l'intégralité des acquisitions capacitaires prévues en LPM, le besoin de financement subsistant s'est traduit essentiellement par une hausse du « report de charges » (à savoir les dépenses qui auraient dû être réglées dans l'année mais dont le paiement a été reporté). Concrètement, le ministère des armées achète donc davantage qu'il ne peut aujourd'hui payer. »

Depuis la diffusion de ce rapport, la situation ne s'est guère améliorée. On est même « au bout du bout », selon lui. Les commandes listées ci-dessus, « c'est de la poudre aux yeux. Si on les passe, on ne peut plus les payer », prévient le sénateur qui pourfend aussi les reports de charges: de 3,8 milliards en 2023 à 8,2 milliards d'euros actuellement (soit 24% du budget des Armées ». D'où la première de ses dix recommandations: « **Recommandation n° 1** : Mettre fin à la tendance au report significatif de crédits de paiement d'année en année, en cohérence avec le principe d'annualité budgétaire (ministère des armées et ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique) »

« Le roi est nu », résume amèrement l'élu breton qui regrette que le ministre des Armées n'ait peut-être pas « la bonne vision de ce qu'il se passe ».

Le ministère assure pour sa part que « le montant total de paiements entre janvier et juin 2025 pour le renforcement des capacités défense et d'innovation de défense s'élève à 12 milliards d'euros ; celui-ci est supérieur de près de 2 milliards d'euros à ceux enregistrés en 2023 et 2024 à la même période, et représente en six mois toute l'année de programmation militaire 2019, témoignant de la montée en puissance de la loi de programmation militaire. »

**Philippe CHAPLEAU**

## [14 Juillet 2025 : Revivez la cérémonie avec le programme détaillé](#)

Category: 2020-2030,Actualités,Videos en ligne

9 juillet 2025



Le 14 Juillet 2025 a rassemblé des milliers de spectateurs autour d'une cérémonie à la fois solennelle et spectaculaire. Du défilé militaire sur les Champs-Élysées aux démonstrations aériennes, en passant par les hommages officiels, ce rendez-vous emblématique a aussi été marqué par la présence des forces engagées à l'international et des invités d'honneur, offrant un aperçu riche et détaillé des traditions et des engagements de la France.

Téléchargez le programme de la cérémonie du Service de communication du Gouverneur militaire de Paris [en cliquant ICI](#)

---

# Géopolitique : « Génocide colonial » ou ruine de la France coloniale ?

Category: 2020-2030,Actualités  
9 juillet 2025



Selon un histrion du nom de Jean-Michel Apathie, la colonisation française aurait été une entreprise génocidaire à ce point emblématique que le nazisme s'en serait inspiré...

Ce faquin qui, il y a quelques années, proposait de raser le château de Versailles (!!!), n'inventait rien en proférant ces inepties. Il ne faisait en effet que répéter servilement le discours décolonial dominant, s'inscrivant ainsi dans la lignée de l'Emmanuel Macron candidat à la présidence de la République, qui osa parler à Alger de la colonisation comme d'un « crime contre l'humanité » décoloniaux.

Singulier « crime contre l'humanité » et singulier « génocide » en effet, qui eurent pour résultat l'explosion démographique coloniale, et plus particulièrement algérienne, la population de ce dernier pays passant d'un peu plus d'un million d'âmes en 1830 à plus de dix millions en 1962...

Autre poncif de la doxa, la France aurait tiré sa richesse du pillage de son empire. Avant même tout examen des chiffres, la réponse à cette accusation récurrente tient en une question de bon sens : puisque la France tirait sa prospérité du « pillage » de son Empire, pourquoi son économie ne s'est-elle donc pas effondrée avec la décolonisation ? Pourquoi, tout au contraire, a-t-elle économiquement considérablement bénéficié de cette rupture durant la décennie 1960 ?

La réponse à cette question a été donnée en 1984 par Jacques Marseille qui publia un livre fondateur (republié en 2005) dont le titre était « *Empire colonial et capitalisme français, histoire d'un divorce* ». Dans ce livre, l'auteur bouleversait totalement et en profondeur la perspective coloniale en démontrant que :

1) Contrairement à ce qu'avait postulé Jules Ferry, les investisseurs privés se détournèrent de l'Afrique, laissant donc à l'Etat français le fardeau de sa mise en valeur à travers les emprunts d'Etat et les impôts des Français.

2) L'Empire ne fut pas une « bonne affaire » car ses produits qui n'étaient pas rares furent achetés par la métropole à des coûts supérieurs à ceux du marché international.

3) Les territoires n'ayant pas de ressources propres, leurs budgets durent être constamment alimentés par la France.

Non seulement la France n'a donc pas pillé l'Afrique, mais, tout au contraire, elle s'y est ruinée. Son empire africain fut même un boulet économique pour la France qui s'était condamnée à y assurer la totalité des investissements dans tous les domaines, qu'il s'agisse du génie civil, de la santé ou de l'éducation. En retour, et là encore contrairement aux mensonges des décoloniaux, l'empire lui fournissait à des prix supérieurs à ceux du marché des productions qu'elle payait en réalité deux fois puisqu'elle les avait subventionnées.

**Bernard LUGAN**

[\*Afrique réelle\*](#)

Editorial du mois de juillet 2025

---

## **Forum de Saint Pétersbourg : Ombres, deals et silence**

Category: 2020-2030,Actualités

9 juillet 2025



## **Retour au Forum de Saint Pétersbourg, si Vladimir le veut**

Une curiosité : c'est Dimitri Peskov, le porte-parole du Kremlin, qui s'exprime, lors d'une conférence de presse à Saint Pétersbourg, ce 20 juin. *« Le président russe Vladimir Poutine rencontre des représentants d'entreprises étrangères en marge du Forum économique international de Saint-Pétersbourg (SPIEF), bien que les contacts ne soient pas rendus publics afin de protéger les entrepreneurs des sanctions ».*

Explication ? *« Vous savez qu'en ce qui concerne nos partenaires qui continuent à travailler ici, l'environnement est très agressif dans leur pays. Afin de minimiser tous ces risques, nous ne divulguons tout simplement pas (les représentants d'entreprises étrangères en Russie) »* (1). Original. Parce qu'apparemment, on se bouscule au 28<sup>ème</sup> Forum économique qui se tient cette année sur quatre jours, du 18 au 21 juin - le forum est né en 1997, honoré de la présence de Vladimir Poutine depuis 2002. On se bouscule, et pas seulement entre pays dits amis. *« L'un des temps forts de l'événement sera un panel organisé (...) jeudi 19 juin, modéré par le président de la chambre de commerce américaine en Russie (AmCham), Robert Agee »* nous dit Marin Saillofest pour le Grand Continent (2).

*« À cette occasion, plusieurs investisseurs et hommes d'affaires américains discuteront avec des responsables russes de la mise en place de « conditions propices au rétablissement et au développement de la coopération commerciale entre la Russie et les États-Unis ».*

Parce que, confiait Robert Agee à RT (3), la majorité du business américain voit la Russie comme un marché stratégique. *« Il y a quatre ans », avant février 2022 et l'opération militaire*

*spéciale russe en Ukraine, « 70% de nos entreprises considéraient la Russie comme un marché stratégique ». Il faut savoir que celles qui étaient déjà présentes sur le sol russe ne l'ont pas toutes abandonné. « Seulement 12 % des entreprises américaines installées en Russie avant 2022 ont pris la décision de quitter le marché russe, selon la Kyiv School of Economics, soit une proportion similaire à celle d'autres pays occidentaux. C'est notamment le cas de grands groupes comme Philip Morris, Pepsi, Auchan, Nestlé, Haier, UniCredit Bank ou encore AstraZeneca »* confirme en effet Marin Saillofest (2). Qui sont-elles ? Robert Agee dénombre en particulier « *les entreprises de biens de consommation, les fabricants de confiserie, les fournisseurs de produits pharmaceutiques et d'équipements médicaux... toutes ces entreprises sont restées et sont très actives et prospères* ».

Ajoutant : « *Celles qui sont parties « observent et attendent », espérant un dégel des relations entre les États-Unis et la Russie* » - après peut-être une rencontre entre Donald Trump et Vladimir Poutine, retrouvailles évoquées par les deux parties sans qu'une date et un lieu ne soient arrêtés.

Bien sûr, si le climat s'était détendu entre Washington et Moscou depuis le retour de Donald Trump aux affaires, il n'est pas complètement apaisé sur l'Ukraine et se tend à nouveau à propos du Moyen-Orient, la Russie très hostile à un engagement militaire américain aux côtés d'Israël contre l'Iran. « *Le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Riabkov, a mis en garde contre le risque de déstabilisation radicale de la situation au Moyen-Orient si l'administration Trump devait donner une aide militaire directe des dans le cadre des frappes contre l'Iran* » rapporte *The Times of Israël* (4). « *Il a ajouté que Moscou est en contact avec Israël et l'Iran* ». L'heure n'est plus, ou pas encore, au succès du Forum dans le monde occidental en 2013, quand Angela Merkel elle-même s'était déplacée, ou en 2018, avec la présence d'Emmanuel Macron ou de Christine Lagarde, patronne de la Banque centrale européenne (BCE). Le patron de Total ou celui de Siemens étaient présents en 2021.

Cependant, malgré l'Ukraine, le forum a réuni 130 pays l'an dernier (représentants d'entreprises) et une quarantaine de délégations de parlementaires pour un total de 21000 participants - dont plus de 4000 journalistes (5). Et la Russie attend cette année 140 pays (contre 130 en 2023), un record - et 50 délégations. « *Parmi les pays représentés au plus haut niveau figurent l'Indonésie avec la présence du président Prabowo Subianto et le Bahreïn, avec le prince Nasser ben Hamed Al Khalifa* » note Marin Saillofest (2), sans oublier « *la venue à Saint-Pétersbourg des vice-présidents yéménite Tarek Saleh et sud-africain Paul Mashatile, ainsi que du vice-Premier ministre chinois Ding Xuexiang* ».

Que l'économie russe, après des chiffres de croissance spectaculaires, (4,1% en 2024, au-dessus des prévisions du gouvernement et du FMI, voir l'infographie), prévoie un recul sévère au premier trimestre 2025 est anticipé depuis la fin de l'an dernier. TASS confirme : « *Le ralentissement de la croissance économique de la Russie faisait partie d'un plan d'action planifié et les débats actuels sont centrés sur la question de savoir s'il faut maintenant accélérer l'économie, a déclaré le porte-parole de la présidence russe, Dimitri Peskov, en réponse à une demande de commentaire sur les remarques faites par le ministre du développement économique, Maxim Reshetnikov, qui a déclaré que l'économie russe était au bord de la récession* » (6). La question est discutée avec la Banque centrale russe, notamment, comme aux Etats-Unis avec la Réserve Fédérale (FED), autour des taux d'intérêts.

Mais, souligne encore Dimitri Peskov, la décélération attendue est générale, « *y compris aux Etats-Unis et pour les nations européennes* ».

Malgré ce les entreprises étrangères sont là, attentives et... donc protégées, on ne les nomme pas, elles ne se nomment pas. Pas toutes, note cependant TASS (7) : « *Le gouvernement russe ne négocie pas actuellement avec les compagnies pétrolières et gazières occidentales au sujet de leur retour en Russie, a déclaré à la presse le vice-premier ministre Alexander Novak. "Nous ne négocions pas. Personne ne m'a contacté ni n'a écrit de lettres", a-t-il déclaré* ». Pourtant, en 2022, après l'ouverture des hostilités en Ukraine, certains avaient suivi, selon Reuters, une session intitulée "*Les investisseurs occidentaux en Russie : Nouvelle réalité*" » – nous le relevons ici (8). Peut-être, pour celles qui ont choisi en 2022 de quitter la Russie, le chemin de retour, si elles le souhaitent, sera-t-il plus difficile. Et pas seulement dans le domaine de l'énergie, la nouvelle réalité fait que la Russie se montre exigeante.

### **Pourquoi ?**

Eh bien, nous dit encore Marin Saillofest dans un autre intéressant papier (9), « *de nombreux hommes d'affaires et investisseurs russes ont considérablement bénéficié du départ, parfois précipité, de ces groupes. En se voyant transférer le contrôle d'usines, d'ateliers et de bureaux en état de fonctionnement, le pouvoir russe a contribué à la création d'une nouvelle classe d'oligarques : les 130 cafés de Starbucks en Russie ont ainsi été vendus au rappeur Timati et au restaurateur Anton Pinskiy pour moins de 6 millions d'euros* ». Et cette nouvelle classe veut préserver ses avantages si, avec la fin de la guerre, les entreprises qui avaient quitté la Russie veulent y revenir. Vladimir Poutine est sensible à leur réclamation et ses équipes travaillent à une nouvelle législation.

Un exemple ? En bref : « *En mai 2022, le groupe français Renault vendait sa participation dans le constructeur russe Avtovaz pour un rouble symbolique suite au lancement de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine. L'accord incluait cependant une clause qui ouvrait la voie à un rachat d'actions dans un délai de six ans* ». D'autres groupes, comme Mercedes-Benz, Carlsberg ou McDonald sont dans la même situation, même si, pour ce dernier, la presse russe relaye une pression du public pour un retour à l'original. Mais ? « *Afin de permettre aux investisseurs russes ayant bénéficié du départ des entreprises occidentales de conserver leurs avantages, les députés de la Douma d'État pourraient voter dès le mois de juin en faveur d'une loi qui rendrait caduques ces clauses de rachat* ».

*Business is business*, le mot vaut pour la Russie aussi, a tranché Vladimir Poutine, fort de n'être pas tombé au contraire sous les coups des sanctions qui affaiblissent les pays européens, l'Allemagne, qui était le premier investisseur en Russie, d'abord. La France suit de près. Avec les Etats-Unis, beaucoup moins concernés, en observateurs discrets donc – et pressés de remplacer les perdants et d'investir dans les terres rares, une affaire qui conviendrait à Donald Trump.

Les grands péchés ont de longues ombres, dit un proverbe anglais. L'irréalisme aussi.

**Hélène NOUAÏLLE**

[La lettre de Léosthène](#)

PS : Vladimir Poutine s'est longuement exprimé dans le cadre du Forum alors que nous

achevions cette lettre.

<http://en.kremlin.ru/events/president/news/77222>

—

### **Infographie :**

Croissance du PIB russe en % de 2000 à 2024 (source : Direction générale du Trésor, France)

<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/52d8f48b-f79f-4e60-ba55-a6e854629ca7/images/9a50ddac-68c1-4425-8572-9cd419f2f90b>

### **Notes :**

(1) TASS, le 20 juin 2025, *Putin meeting with foreign businesses at SPIEF, contacts not made public*

<https://tass.com/politics/1977089>

(2) Le Grand continent, le 18 juin 2025, *Marin Saillofest, Asie septentrionale : Économie russe : annonces, participants, discours de Poutine, que suivre lors du Forum économique de Saint-Pétersbourg*

<https://legrandcontinent.eu/fr/2025/06/19/economie-russe-annonces-participants-discours-de-poutine-que-suivre-lors-du-forum-economique-de-saint-petersbourg/>

(3) BigNewsNetwork, le 19 juin 2025, *US companies want to return to Russia, lobby chief*

<https://www.bignewsnetwork.com/news/278392091/us-companies-want-to-return-to-russia-lobby-chief>

(4) *The Times of Israël*, le 18 juin 2025, *Le vice-ministre russe des Affaires étrangères met en garde les Etats-Unis contre des frappes contre l'Iran*

[https://fr.timesofisrael.com/liveblog\\_entry/le-vice-ministre-russe-des-affaires-etrangeres-met-en-garde-les-etats-unis-contre-des-frappes-contre-liran/](https://fr.timesofisrael.com/liveblog_entry/le-vice-ministre-russe-des-affaires-etrangeres-met-en-garde-les-etats-unis-contre-des-frappes-contre-liran/)

(5) Saint Petersburg International Economic Forum 2025, *SPIEF in Figures*

[https://cdn.forumspb.com/upload/docs/2024/buklet/SPIEF2025\\_PromoBuklet\\_en\\_2606.pdf?17194091504741747](https://cdn.forumspb.com/upload/docs/2024/buklet/SPIEF2025_PromoBuklet_en_2606.pdf?17194091504741747)

Le site du Forum 2025 :

<https://forumspb.com/en/>

Programme par journée (18 au 21 juin) :

<https://forumspb.com/en/programme/business-programme/>

(6) TASS, le 20 juin 2025, *Russia's economic slowdown was planned — Kremlin*

<https://tass.com/economy/1977109>

(7) TASS, le 20 juin 2025, *Western oil and gas companies not in talks about their return to Russia — Deputy PM Novak*

<https://tass.com/economy/1977177>

(8) Voir Léosthène n° 1663/2022, le 18 juin 2022, *Forum de Saint Pétersbourg, l'énergie et la*

## Chine au centre

La presse est quasi silencieuse cette année sur la tenue, du 15 au 18 juin, du 25<sup>e</sup> Forum économique de Saint Pétersbourg, SPIEF en anglais, où se pressaient jusqu'ici hommes d'affaires et dirigeants politiques venus du monde entier. Guerre en Ukraine oblige, les Occidentaux ont déserté le forum cette année. Mais, nous dit l'agence Reuters, « *des délégations de haut niveau de plus de 40 nations sont attendues* ». Pour Vladimir Poutine, qui s'exprimait en direct ce 17 juin il y a une « *fenêtre d'opportunité* » à saisir quand l'Occident a provoqué « *une vague d'inflation mondiale, la rupture des chaînes logistiques et de production traditionnelles, une pauvreté croissante et des pénuries alimentaires* ». Le *Global Times* met l'accent sur le rôle des BRICS comme sur le développement des organisations régionales : « *Qu'il s'agisse de la Russie, de la Chine ou d'organisations telles que les BRICS ou l'Union économique eurasienne, un consensus s'est dégagé pour renforcer les mécanismes de coopération. Par exemple, les pays vont accélérer les règlements monétaires libellés en yuan et en rouble, car le processus de mondialisation a été gravement endommagé par l'hégémonie américaine* ». Où est l'Europe, dans cette affaire ?

(9) Le Grand continent, le 30 mai 2025, Marin Saillofest, Renault, Mercedes-Benz, McDonald's... Quelles entreprises pourraient se voir interdire de racheter leurs actifs en Russie ?

<https://legrandcontinent.eu/fr/2025/05/30/renault-mercedes-benz-mcdonalds-queelles-entreprise-s-pourraient-se-voir-interdire-de-racheter-leurs-actifs-en-russie/>

---

## **Guerre en Ukraine : Raids russes intensifiés, défense ukrainienne affaiblie**

Category: 2020-2030,2022-2025 : Guerre en Ukraine,Actualités  
9 juillet 2025



### **Davantage de drones et de missiles russes et moins de moyens de DCA pour les Ukrainiens**

Comment faire face aux raids aériens nocturnes des Russes qui vont crescendo? Le nombre de drones longue portée lancés par la Russie a connu en juin une hausse de 36,8% sur un mois, selon un décompte de l'AFP établi à partir des chiffres de l'armée ukrainienne. Selon ces données, la Russie a envoyé 5 438 drones d'attaque longue portée contre son territoire en juin — le nombre le plus élevé depuis février 2022 — contre 3 974 en mai.

La réponse la plus évidente à la question initiale est simple: en dopant urgemment les capacités de la défense antiaérienne. Or, les moyens spécialisés ukrainiens se réduisent dramatiquement.

Et ce n'est pas les déclarations récentes de la Maison Blanche qui vont rassurer les civils et les militaires ukrainiens. En effet, les Etats-Unis ont annoncé mardi avoir cessé de livrer certaines armes à Kiev. Selon *Politico* et d'autres médias américains, cet arrêt des livraisons à Kiev concerne notamment les systèmes de défense aérienne *Patriot*, l'artillerie de précision et les missiles *Hellfire*. D'autres sources US citent « les missiles *Patriot*, les obus de 155mm, les munitions pour les lance-roquettes GMLRS, les missiles *Stinger*, *Sparrow* et *Hellfire*. »

Cette décision fait suite, selon ces médias, à des inquiétudes du Pentagone quant aux réserves de l'armée américaine, sur lesquelles est directement prélevée l'aide militaire à l'Ukraine. « *Cette décision a été prise pour mettre les intérêts de l'Amérique en premier* », a confirmé Anna Kelly, une porte-parole adjointe de la Maison Blanche, sans donner plus de précisions.

« *Si cette réduction de l'aide américaine ne provoquera pas l'effondrement des lignes ukrainiennes, elle nuira gravement à la défense de l'Ukraine, en particulier à ses capacités en matière de missiles antibalistiques et de frappes de précision* », a estimé John Hardie, spécialiste de la Russie à la *Foundation for Defense of Democracies* (FDD), un institut indépendant basé à Washington. « *Cette décision entraînera la mort d'un plus grand nombre de soldats et de civils ukrainiens, la perte d'un plus grand nombre de territoires et la destruction d'un plus grand nombre d'infrastructures essentielles* », a prédit cet expert.

**Philippe CHAPLEAU**

[Lignes de Défense](#)

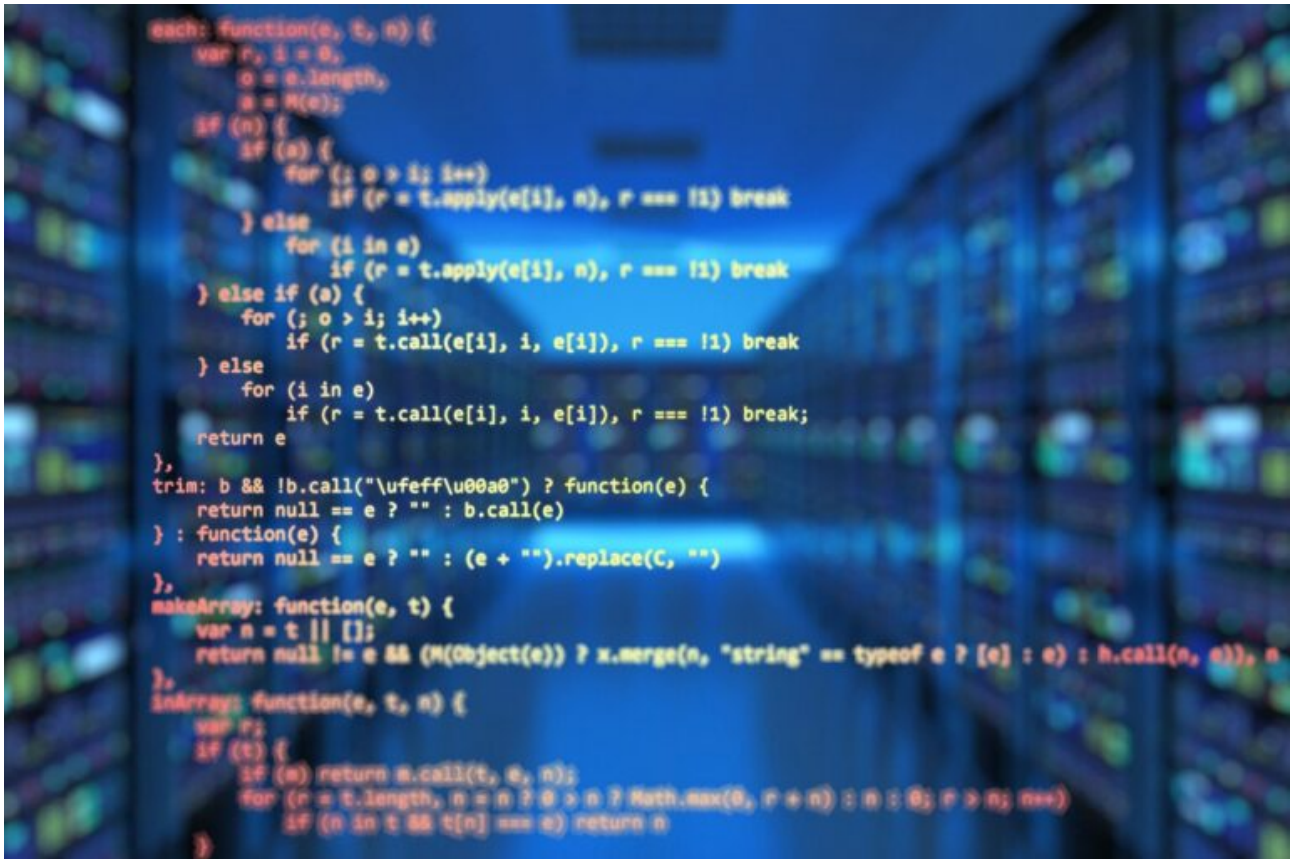
2 juillet 2025

---

## **Cyberdéfense : Nouveaux arrivants au sein de la Communauté cyber des armées**

Category: 2020-2030,Actualités,Cybercriminalité

9 juillet 2025



**Sur décision du chef d'état-major des Armées, le général d'armée Thierry Burkhard, la Communauté cyber des armées se renforce en accueillant onze nouvelles unités issues de chacune des armées et de la Direction interarmées des réseaux d'infrastructure et des systèmes d'information (DIRISI).**

Une cérémonie militaire présidée par le général de corps d'armée Aymeric Bonnemaïson, commandant de la cyberdéfense, a réuni l'ensemble des unités ce jeudi 26 juin 2025, au quartier Stéphant à Saint-Jacques-de-la-Lande (35).

Au total, la Communauté cyber des armées rassemble désormais 22 unités opérationnelles pour combattre dans le cyberspace et renforcer la cyberdéfense des armées françaises.

Créé en 2023 par le chef d'état-major des Armées, la CCA est une communauté à vocation opérationnelle, engagée dans le combat cyber. Elle consacre le modèle de la cyberdéfense française, construit autour de deux piliers : un commandement interarmées dédié à la cyberdéfense (COMCYBER) et des unités au sein de chaque armée, sur l'ensemble du territoire.

**Depuis sa création, cette communauté a produit des effets opérationnels, capacitaires et RH :**

- Un engagement opérationnel coordonné du niveau stratégique au niveau tactique, en passant par le niveau opératif ;
- Une cohérence capacitaire au profit de la CCA, garantie par le COMCYBER ;
- Des synergies entre unités pour renforcer leur efficacité d'action ;

- Une mise en visibilité des parcours de carrière cyber au sein des armées.
- Les unités de la Communauté cyber des armées (surlignées en gras, les nouvelles unités) :

### **Armée de Terre :**

- 785e compagnie de guerre électronique ;
- 54e régiment de Transmissions ;
- Centre de guerre électronique du 44e régiment de Transmissions ;
- Groupement Cyber de l'Ecole des Transmissions, du Numérique et du Cyber (ETNC) ;
- Centre interarmées des actions sur l'environnement (CIAE) $\mu$
- 6e escadron du 13e régiment de dragons parachutistes ;
- Compagnie d'appui au commandement du 1er régiment parachutiste d'infanterie de marine ;
- Centre de renseignement Terre ;
- Régiment de cyberdéfense ;
- 712e compagnie de transmissions.

### **Marine nationale :**

- Centre support de cyberdéfense (CSC) ;
- Commando Kieffer ;
- Centre de renseignement de la Marine (CRMAR).

### **Armée de l'Air et de l'Espace :**

- Escadron des systèmes d'information opérationnels et de la cyberdéfense 62.430 « Marensin » (ESIOC) ;
- Escadron électronique sol 21.054 (EES) ;
- Commando parachutiste 30.566 (CPA30) ;
- Escadron de reconnaissance 04.033 « Périgord » ;
- Centre des opérations cyberélectroniques Air ;
- Centre de renseignement Air.

### **Interarmées :**

- Commandement de la cyberdéfense (COMCYBER)
- Groupement de Cyberdéfense des Armées (GCA) ;
- Centre opérationnel de la sécurité (SOC) de la DIRISI.

**Contact médias :**

Centre médias du ministère des Armées

---

**[Le nouveau bulletin de l'AASSDN est disponible \(N°271\)](#)**

Category: 2020-2030,Revue Services Spéciaux (AASSDN)

9 juillet 2025

BULLETIN DE L'AMICALE DES ANCIENS  
DES SERVICES SPÉCIAUX DE LA DÉFENSE NATIONALE

N° 271 Juin 2025  
aassdn.org  
Prix 10 €

# SERVICES SPÉCIAUX



Le Bulletin de l'AASSDN du mois de Juin est en vente dans la boutique au prix de 10€ (+ frais d'envoi de 5€)

[Voir la boutique en ligne](#)

**Sommaire n°271 - Juin 2025 :**

---

**Editorial**

Se développer est un devoir  
Alain Juillet - p.3

**Mémoire vivante**

Honneur et patrie : Le général Louis Rivet  
Hubert Britsch - p.6

Le renseignement en 3 clips  
Textes de Marie Gatard et Bernard Edinger (+) - p.11

**Communauté du renseignement**

Douane française : des saisies record dans la lutte contre les trafics  
DNRED - p.16

Une expérience de renseignement en ex-Yougoslavie : Le Bureau Info du Commandement du  
Contingent Français (CCFR) en 1995  
Quentin Deurbergue - p.18

**Souveraineté nationale**

LPM : de la construction budgétaire à l'exécution budgétaire  
Jacques Héliot - p.22

IRIS : tout savoir sur cette nouvelle constellation européenne  
Jean-Pierre Diris - p.26

Rachat de LMB Aerospace : pourquoi il faut dire non  
Jacques Héliot - p.29

**Culture :**

**Stratégique**

Birmanie : une guerre civile ignorée et un peuple en quête de liberté  
Claude Jaeck - p.32

**Historique**

Les aléas de la relation transatlantique  
Claude Franc - p.38

Patrick Leigh Fermor : « Entre Indiana Jones, James Bond et Graham Greene »  
Alain Meininger - p.43

## **Technologique**

Bombe A, bombe H, bombe « dopée »... de quoi parle-t-on ?

Pierre Vallée - p.47

**Cryptographie** : comment se protéger à l'ère quantique ?

Christophe Gaie - Jean Langlois-Berthelot - p.50

## **Politique**

Le politique et le soldat

Capitaine de Gaulle - p.53

La capacité des conseillers

Cardinal de Richelieu - p.54

## **Livres et revues**

**Dossier désinformation** - p.59

---

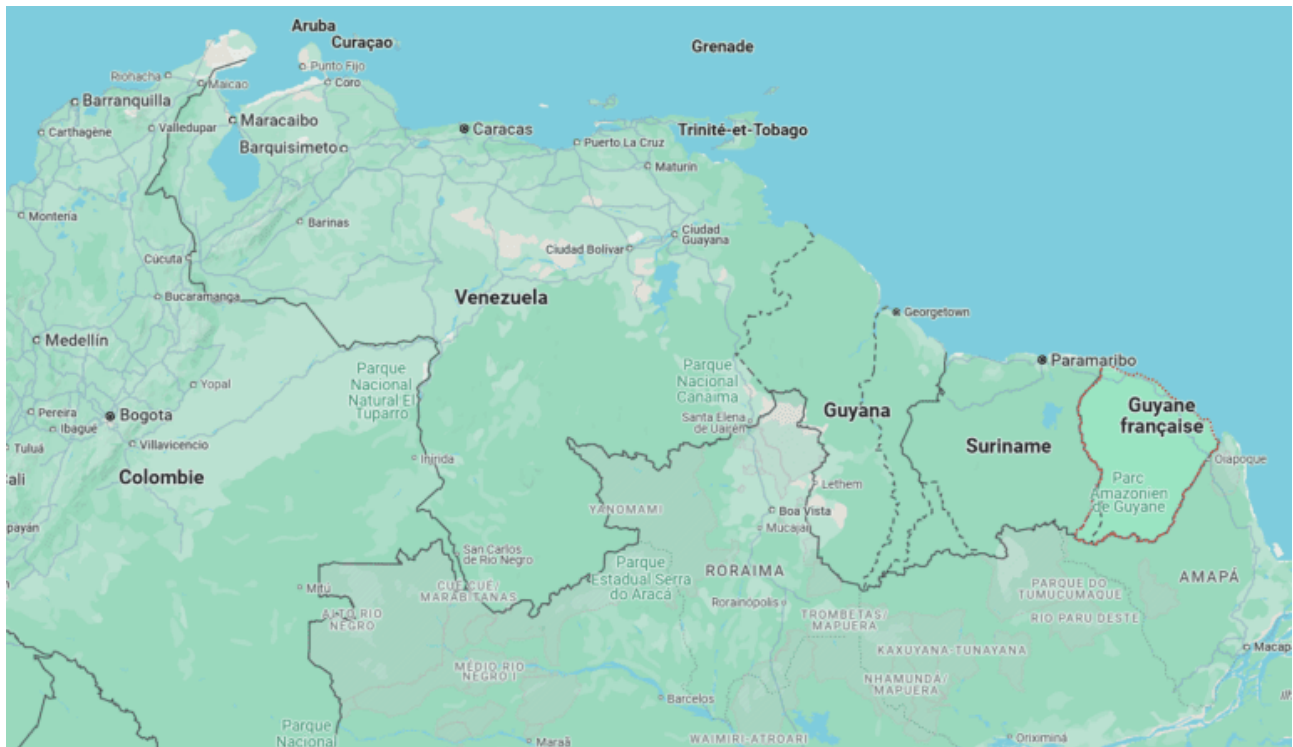
*Les articles publiés engagent la seule responsabilité de leurs auteurs.*

---

# **Sécurité en Guyane : Parler vrai, agir juste**

Category: 2020-2030,Actualités

9 juillet 2025



L'annonce de la création d'un quartier de haute sécurité à Saint-Laurent-du-Maroni a suscité de nombreuses réactions. Et je les entends.

Mais ma responsabilité, en tant qu'élue de La Réunion et présidente de la Délégation Outre-mer de *Renaissance*, est de poser les faits avec clarté.

Ce projet n'est ni improvisé, ni tombé du ciel. Il a été initié en 2017, dans le cadre des accords de Guyane, pour répondre à une urgence pénitentiaire : la surpopulation dramatique du centre de Rémire-Montjoly. La future prison de 500 places, prévue pour 2028, en fait partie.

Aujourd'hui, le ministre de la Justice souhaite y adjoindre un quartier de haute sécurité de 60 places, spécifiquement destiné à isoler les têtes de réseau du narcotrafic opérant en Guyane et aux Antilles. Pourquoi ici ? Parce que la réalité géographique impose la lucidité.

La Guyane est un territoire français et européen au cœur de l'Amérique du Sud, frontalier avec le Suriname et le Brésil.

Saint-Laurent-du-Maroni est devenu un carrefour stratégique du trafic de cocaïne, avec des filières organisées de mules. Cette zone n'est pas neutre. Elle est ciblée.

Et pourtant, je comprends l'émotion. Je la respecte.

Saint-Laurent-du-Maroni fut la porte du bagne. Ce n'est pas un simple site. C'est un lieu de mémoire.

Mais dire que ce projet est un « retour du bagne », c'est nier son origine, son objectif, et la vérité.

Il n'est pas question de transférer des détenus de l'Hexagone, ni de transformer la Guyane en exil carcéral. Il s'agit d'assurer une sécurité républicaine à la hauteur des enjeux, comme dans n'importe quel autre département français.

La sécurité ne doit pas être un privilège.

Elle doit s'accompagner d'éducation, de développement économique, de respect des mémoires.

En tant que femme politique ultramarine, je le dis avec force : la Guyane a droit à la sécurité, comme elle a droit à la dignité. L'un ne doit jamais effacer l'autre.

**Ramata TOURE\***

[Opinion internationale](#)

\*Élue à Sainte-Suzanne (La Réunion), présidente de la Délégation Outre-mer du Conseil National Renaissance